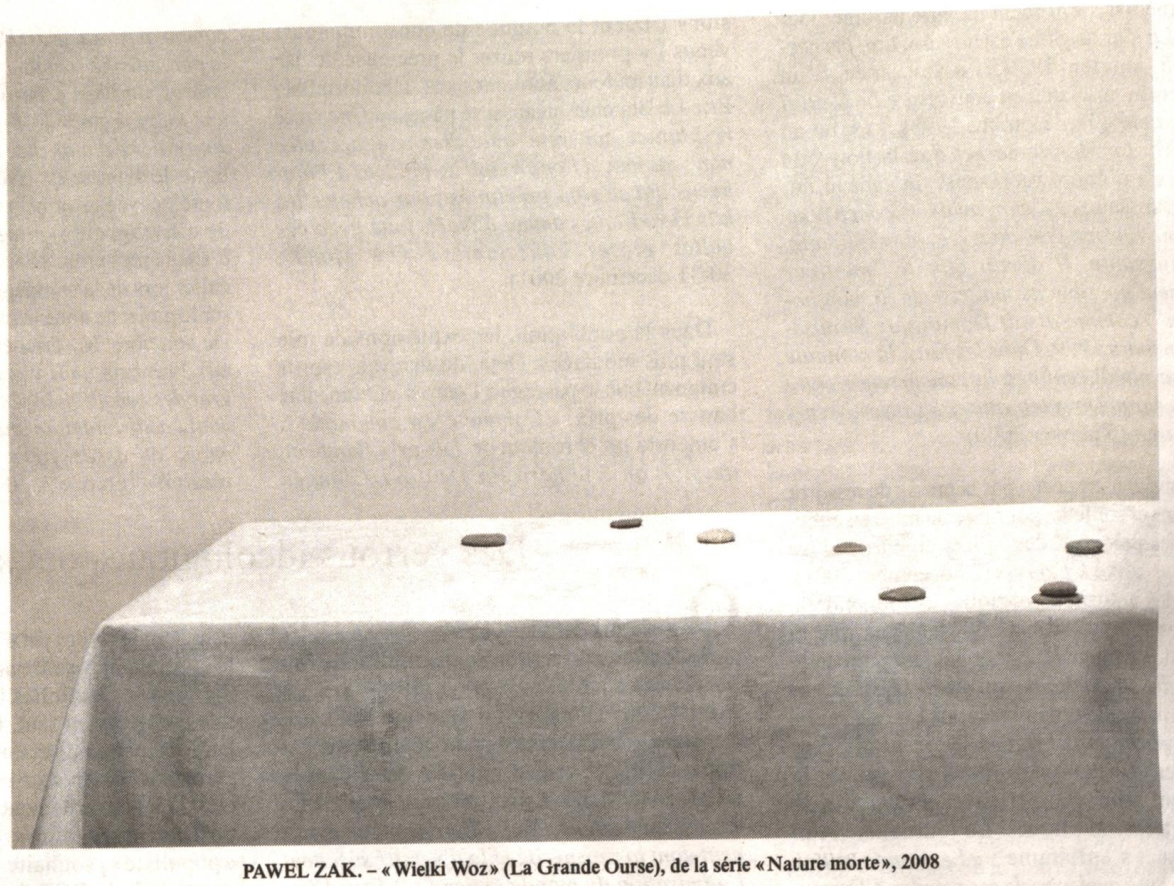
AUX ORIGINES POLITIQUES DE

La crise de 2008

Utilisée sans relâche pour décrire l'aggravation de la situation économique et financière depuis 2008, la notion de crise sous-entend le dérèglement intempestif d'un système pérenne. Il suffirait alors de corriger les excès pour que les affaires reprennent. Et si le capitalisme démocratique mis en place dans les pays occidentaux après la seconde guerre mondiale comportait un déséquilibre indépassable ?

PAR WOLFGANG STREECK *



PAWEL ZAK. – « Wielki Woz » (La Grande Ourse), de la série « Nature morte », 2008

JOUR APRÈS JOUR, les événements qui jalonnent la crise nous enseignent que les marchés dictent désormais leur loi aux Etats. Prétendument démocratiques et souverains, ceux-ci se voient prescrire les limites de ce qu'ils peuvent faire pour leurs citoyens et souffler les concessions qu'ils doivent exiger d'eux. Pour les populations, un constat s'impose : les dirigeants politiques ne serviraient pas les intérêts de leurs concitoyens mais ceux d'autres Etats ou bien d'organisations internationales – tels le Fonds monétaire international (FMI) ou l'Union européenne (UE) – à l'abri des contraintes du jeu démocratique. Le plus souvent, cette situation est décrite comme la conséquence d'une anicroche sur fond de stabilité générale : une crise. Mais est-ce vraiment le cas ?

On peut tout autant lire la « Grande Récession (1) » et le quasi-effondrement des finances publiques qui en a résulté comme la manifestation d'un déséquilibre fondamental des sociétés capitalistes avancées, tiraillées entre les exigences du marché et celles de la démocratie. Une tension qui fait des perturbations et de l'instabilité la règle plutôt que l'exception. On ne comprendrait alors la crise actuelle qu'à la lumière de la transformation, intrinsèquement conflictuelle, de ce que l'on appelle le « capitalisme démocratique ».

Depuis la fin des années 1960, trois solutions ont été successivement mises en œuvre pour dépasser la contradiction entre démocratie politique et capitalisme de marché. La première fut l'inflation ; la deuxième, la dette publique ; la troisième, la dette privée. A chacune de ces tentatives correspond une configuration particulière des rapports entre les puissances économiques, le monde politique et les forces sociales. Mais ces arrangements furent l'un après l'autre mis en crise, précipitant le passage au cycle suivant. La tempête financière de 2008 marquerait donc la fin de la troisième époque, et le probable avènement d'un nouvel agencement, dont la nature demeure incertaine.

Conflit de répartition

LE capitalisme démocratique de l'après-guerre a connu sa première crise à partir de la fin des années 1960, alors que l'inflation commençait à s'emballer dans l'ensemble du monde occidental. L'essoufflement de la croissance économique menaçait soudain la pérennité d'un mode de pacification des rapports sociaux qui avait mis un terme aux luttes d'après-guerre. Pour l'essentiel, la recette adoptée jusque-là était la suivante : la classe ouvrière acceptait l'économie de marché et la propriété privée en échange de la démocratie politique, laquelle garantissait protection sociale et amélioration constante des niveaux de vie. Plus de deux décennies de croissance ininterrompue contribuèrent à ancrer la conviction que le progrès socio-économique constituait un droit inhérent à la citoyenneté démocratique. Cette vision du monde se traduisait par des revendications que les dirigeants se sentaient contraints d'honorer : élargissement de l'Etat-providence, droit des travailleurs à des négociations collectives libres, plein-emploi. Autant de mesures soutenues par des gouvernements utilisant abondamment les outils économiques keynésiens.

Mais lorsque, au début des années 1970, la croissance commença à fléchir, cet agencement se mit à chanceler – une instabilité qui se manifesta par une vague mondiale de protestation sociale. Les travailleurs, que la peur du chômage ne paralysait pas encore, n'entendaient pas renoncer à ce qu'ils considéraient comme leur droit au progrès.

Au cours des années suivantes, tous les gouvernements du monde occidental se trouvèrent confrontés au même problème : comment amener les syndicats à modérer les demandes d'augmentation de salaire sans avoir à remettre en cause la promesse keynésienne du plein-emploi ? En effet, si, dans certains pays, la structure institutionnelle du système de négociations collectives facilitait la signature de « pactes sociaux » tripartites, dans les autres les années 1970 furent marquées par la conviction (partagée dans les plus hautes sphères de l'Etat) que laisser croître le chômage pour contenir la hausse des salaires constituerait un suicide politique, voire une mise à mort de la démocratie capitaliste elle-même. Pour sortir de cette impasse et préserver à la fois le plein-emploi et les négociations collectives libres, une voie se dessina : l'assouplissement des politiques monétaires, quitte à laisser filer l'inflation.

Au départ, la hausse des prix ne constituait guère un problème pour les travailleurs : ils étaient représentés par des syndicats assez puissants pour imposer une indexation de fait des salaires sur la hausse des prix. En revanche, érodant leur patrimoine, l'inflation nuisait aux créanciers et aux détenteurs d'actifs financiers, c'est-à-dire à des groupes qui comptaient relativement peu de travailleurs dans leurs rangs. Dans ces conditions, on peut décrire l'inflation comme le reflet monétaire d'un conflit de répartition : d'un côté, une classe ouvrière réclamant la sécurité de l'emploi et une part plus importante du revenu national ; de l'autre, une classe capitaliste s'évertuant à maximiser les retours sur investissement. Puisque les deux parties se fondent sur des idées mutuellement incompatibles de ce qui leur revient, l'une mettant en avant les droits des citoyens et l'autre ceux de la propriété et du marché, l'inflation exprime ici l'anomie d'une société dont les membres ne parviennent pas à s'accorder sur des critères communs de justice sociale.

Si, dans l'immédiat après-guerre, la croissance économique avait permis aux gouvernements de désamorcer les antagonismes de classe, l'inflation leur permettait désormais de préserver le niveau de la consommation et la répartition des revenus en puisant dans des ressources que l'économie réelle n'avait pas encore produites.

Efficace, cette stratégie de pacification des conflits ne pouvait toutefois pas durer indéfiniment. Elle finit par susciter une réaction de la part des détenteurs de capitaux soucieux de protéger leur patrimoine. En définitive, l'inflation conduira au chômage, punissant les travailleurs dont elle avait à l'origine servi les intérêts. Aiguillonnés par les marchés, les gouvernements abandonneront les accords salariaux redistributifs pour en revenir à la discipline budgétaire.

L'inflation fut vaincue après 1979, lorsque M. Paul Volcker, fraîchement nommé directeur de la Réserve fédérale américaine par le président James Carter, décida d'une hausse sans précédent des taux d'intérêt, qui fit grimper le chômage à des niveaux inédits depuis la Grande Dépression des années 1930. Ce « putsch » fut validé par les urnes : le président Ronald Reagan, dont on dit qu'il avait d'abord redouté les retombées politiques des mesures déflationnistes prises par M. Volcker, fut réélu en 1984.

Garantir la paix sociale

AU Royaume-Uni, Mme Margaret Thatcher, qui avait suivi les politiques américaines, fut elle aussi reconduite à son poste de première ministre en 1983, malgré la hausse du nombre de demandeurs d'emploi et la désindustrialisation rapides causées, entre autres choses, par sa politique d'austérité monétaire. Dans les deux pays, la déflation s'accompagna d'une attaque en règle contre les syndicats.

Au cours des années suivantes, l'inflation resta limitée dans l'ensemble du monde capitaliste, tandis que le chômage poursuivait une hausse plus ou moins constante : de 5 % à 9 % entre 1980 et 1988, notamment en France. Dans le même temps, le taux de syndicalisation chutait, et les grèves devenaient si rares que certains pays cessèrent même de les recenser.

L'ère néolibérale s'ouvrit au moment où les Etats anglo-saxons abandonnèrent ce qui avait été l'un des piliers du capitalisme démocratique de l'après-guerre : l'idée que le chômage ruinerait le soutien politique dont jouissaient non seulement les gouvernements en place, mais le mode d'organisation sociale lui-même. A travers le monde, les dirigeants politiques suivirent avec grande attention les expériences menées par Reagan et par Mme Thatcher. Toutefois, ceux qui avaient espéré que la fin de l'inflation mettrait un terme aux désordres économiques en furent bientôt pour leurs frais. L'inflation

* Directeur de l'Institut Max-Planck pour l'étude des sociétés, Cologne. Ce texte est une version abrégée d'une analyse publiée dans la *New Left Review*, n° 71, Londres, septembre-octobre 2011.

(1) Pour l'expression « Grande Récession », *cf.* Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff, *This Time Is Different : Eight Centuries of Financial Folly*, Princeton University Press, 2009.

Offrez(-vous) un abonnement !

1 an pour 49 €
au lieu de ~~58,80 €~~ *,
soit deux numéros offerts

Retrouvez cette offre sur www.monde-diplomatique.fr/abojournal

A renvoyer, accompagné de votre règlement, à l'adresse suivante :
Le Monde diplomatique, service abonnements, A 2300 - 62066 Arras Cedex 9 - France - Tél. : 03-21-13-04-32 (n° non surtaxé)

Règlement : ☐ Chèque bancaire à l'ordre du Monde diplomatique SA
☐ Carte bancaire
Numéro de carte bancaire
Date de validité
Notez les trois derniers chiffres du numéro inscrit au dos de votre carte
Signature obligatoire

Mes coordonnées : RMD1200PBA001
M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐
Prénom
Nom
Adresse
Code postal
Localité
Pays

Si je choisis d'offrir cet abonnement, j'indique les coordonnées de mon/ma filleul(e) :
M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐
Prénom
Nom
Adresse
Code postal
Localité
Pays

* Prix de vente au numéro

Offre valable jusqu'au 30/06/2012. En application de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant (s'adresser au service des abonnements). Ces informations peuvent être exploitées par des sociétés partenaires du *Monde diplomatique*. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre ☐
Le Monde diplomatique SA – RCS Paris B400 064 291